



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 2425

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE

M. le président. Je vais maintenant donner la parole, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire, à M. Gérard Manuel, *(Les députés du groupe UMP se lèvent et applaudissent longuement. – Applaudissements nourris sur les bancs du groupe UDI)* dont l'élection a été annoncée hier à l'Assemblée nationale. Je tiens à lui souhaiter, au nom de tous, un bon retour dans cet hémicycle.

M. Gérard Manuel. Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur le Premier ministre, les élections municipales, les élections sénatoriales, les élections législatives partielles, dont celle qui a eu lieu dans l'Aube dimanche dernier, sont autant de messages clairs qui vous sont envoyés par les électeurs.

En termes de pouvoir d'achat, votre prédécesseur a commencé par supprimer les heures supplémentaires non fiscalisées et exonérées de charges sociales. Près de 9 millions de salariés – ils y pensent, à quelques jours de Noël – en bénéficiaient. Ils étaient 15 000 dans ma seule circonscription.

Les ménages, les classes moyennes, les retraités subissent ce que l'on peut appeler un matraquage fiscal.

Les entreprises sont exsangues. Le secteur du bâtiment – la loi ALUR, loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, y est pour quelque chose – est très mal en point et, au vu de la baisse drastique des dotations, ce ne sont pas les collectivités territoriales qui vont améliorer la situation.

Dans chaque région, vous avez le don de remettre en cause des projets qui sont depuis longtemps attendus, des projets structurants qui ont été finalisés au prix de plusieurs années de travail. Ainsi, dans mon département, une prison devait être construite et un terrain était réservé à cette fin, mais Mme la garde des sceaux en a décidé autrement.

L'électrification de la ligne Paris-Troyes,...

M. Christian Jacob. Ah ! Parlons-en !

M. Gérard Manuel. ...dont le bouclage financier a été réalisé en 2011, serait, à en croire ce qui a été publié ce matin dans la presse locale, remise en cause.

Monsieur le Premier ministre, alors que le niveau du chômage est élevé et que les Français attendent de vraies réformes structurelles, tout cela donne l'impression qu'il y a beaucoup d'improvisation et pas de cap défini. Le

pays est en souffrance. Ne croyez-vous pas qu'il est temps d'écouter les Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Veuillez garder votre calme, chers collègues !

M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Monsieur le député, permettez-moi à mon tour de vous féliciter pour votre récente élection. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. François Rochebloine. Très bien !

M. François Rebsamen, ministre. C'est ainsi que doit fonctionner la démocratie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Je rappelle par ailleurs que la fédération du parti socialiste de votre département a appelé à voter pour vous (*Exclamations sur quelques bancs du groupe UMP*) et que, d'une certaine manière, vous avez été élu en partie par des voix de gauche. Vous vous devez donc aujourd'hui de représenter l'ensemble des électeurs de votre circonscription qui, il est vrai, n'étaient pas très nombreux à se déplacer pour vous élire. (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Mme Sylvie Tolmont. Tout à fait !

M. Gilbert Collard. Très bien !

M. François Rebsamen, ministre. Vous avez soulevé au début de votre question un certain nombre de problèmes qui n'ont pas été résolus en douze ans. Je pense notamment à l'électrification de la ligne Paris-Troyes. Comment osez-vous aujourd'hui reprocher au Gouvernement ce que vous n'avez pas fait en douze ans ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Je vous pose la question !

Alors que vous étiez aux affaires, deux contrats de plan ont été signés dans lesquels vous auriez pu inscrire l'électrification de la ligne Paris-Troyes. Et je me rappelle parfaitement que votre prédécesseur, que je connais et que j'estime, avait lui aussi demandé l'électrification de cette ligne et qu'il ne l'avait pas obtenue.

M. Christian Jacob. Et Ségolène Royal, c'est l'UMP ?

M. François Rebsamen, ministre . Aujourd'hui, 100 millions d'euros de crédits dans le cadre du contrat de plan sont prévus au budget de l'État pour ce projet.

Alors, monsieur le député, si vous souhaitez commencer votre mandat sur ces bancs de la meilleure façon possible, je vous conseille tout simplement de soutenir tous les projets avec une égale volonté, comme vous l'ont demandé vos électeurs. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Gérard Menuel](#)

Circonscription : Aube (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2425

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [17 décembre 2014](#)